Elections Législatives de Mars 1978

1re Circonscription de la Vendée

Regroupement pour le Socialisme Autogestionnaire

Le 12 Mars 1978, exprimons ce que nous voulons pour demain.

Le 19 Mars 1978, dans l'unité des travailleurs, chassons la droite du gouvernement.

En Vendée, une expérience commune de nombreux militants et militantes, politiques et syndicaux, a permis de réaliser un accord issu de deux initiatives nationales : les listes « **Pour le socialisme, le Pouvoir aux Travailleurs** » d'une part, avec la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), l'OCT (Organisation Communiste des Travailleurs) et les CCA (Comités Communistes Autogestionnaires), et le « **Front Autogestionnaire** » d'autre part, impulsé par le PSU (Parti Socialiste Unifié), le MAN (Mouvement pour une Alternative Non Violente), et divers groupes écologistes.

A LA ROCHE-SUR-YON, les militants et militantes de la CPAR (Coordination pour une Alternative Révolutionnaire), du GRANV (Groupe de Recherche et d'Action Non Violente), du Groupe Socialiste Autogestionnaire, de la LCR, de l'OCT et du PSU, ont choisi pour les représenter :

Jean COIRIER

Suppléant : Gustave DELAIRE

LA CRISE N'EST PAS UNE FATALITÉ

La concurrence impitoyable que se livrent les bourgeoisies nationales et internationales a conduit à une situation de crise mondiale :

- Les Peuples sous-développés sont dépossédés de leurs ressources ;
- Les travailleurs des pays capitalistes « avancés » connaissent tous, à des degrés divers, le chômage, l'austérité, les atteintes aux libertés syndicales et politiques.

En France, en Vendée :

- les patrons licencient, ferment leurs usines (GREAU, INCAS, AVIPAC) ;
- les femmes et les jeunes sont les premières victimes du chômage ;
- les petits paysans, les paysans endettés sont progressivement éliminés ;
- les artisans, commerçants, ne sont-ils pas aussi les dindons, trop souvent inconscients d'une concentration commerciale qui écrase les petits, mais très peu les prix !
- le capitalisme produit, mais il produit l'inutile, engendre le gaspillage, les pollutions et la mort.

Le gouvernement actuel n'est pas neutre

Aujourd'hui, il protège les possesseurs de capitaux, ceux qui détiennent véritablement les leviers de commande.

- N'a-t-on pas donné des finances publiques à des firmes privées telles que Citroën ?
- Le Ministre du travail n'autorise-t-il pas les licenciements de délégués syndicaux ?
- Monsieur Stoléru ne chasse-t-il pas les travailleurs immigrés dont les patrons ne veulent plus ?
- Il participe à de nouveaux conflits militaires, avec la complicité des gouvernements dans les pays d'Afrique.

En finir avec Giscard-Barre ne signifie pas que nous en aurons fini avec le Capitalisme.

COMMENT EN SORTIR ?

Les solutions du Programme Commun

Après avoir fait miroiter le Programme Commun comme la seule réponse à la crise et aux revendications posées, les partis signataires se sont divisés au mépris de l'espoir né chez les travailleurs.

Dans un premier temps, il satisfera certaines revendications des travailleurs (SMIC). Mais, en laissant aux patrons de larges secteurs de l'économie, il leur donne la possibilité de reprendre, entre autre par l'augmentation des prix, ce qu'ils auront concédé. Le Programme Commun ne se prépare pas à agir contre le boycott économique des patrons : gel des stocks, fuite des capitaux, grèves des investissements... Il ne touche pas à l'économie de marché.

Il ne touche pas non plus, aux institutions. PC et PS sont d'accord pour respecter la constitution de 58, garder Giscard, maintenir l'armée actuelle, l'armement nucléaire et demeurer dans l'alliance Atlantique.

Le Programme Commun ne prend donc pas les moyens de rompre avec la logique du système capitaliste. Laissant déjà le pouvoir économique aux patrons, il leur laisse le pouvoir politique en gardant Giscard et ses institutions.

De toutes façons, nous ne voulons ni de l'aménagement du Capitalisme à l'Allemande, ni d'un « Socialisme » bureaucratique.

POUR VIVRE - TRAVAILLER ET PRODUIRE AUTREMENT... CHOISIR LA VOIE DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Et, dès maintenant :

Nous **mobiliser** pour prendre en main notre avenir, **contrôler** nos conditions de vie et de travail, faire jaillir partout une autre façon d'exercer le pouvoir, à l'usine, à la campagne, dans les quartiers.

Lutter pour la satisfaction immédiate et durable des revendications essentielles :

- Un emploi pour tous : les 35 heures sans diminution de salaire ;
- Le contrôle des travailleurs sur les salaires, les conditions et l'organisation du travail ;
- L'extension des droits syndicaux et politiques ;
- Le contrôle de la destination et de l'usage de la terre ;
- Le refus de toute implantation de centrales nucléaires en Vendée et partout ailleurs ;
- La renonciation à la force de frappe et le retrait de l'Alliance Atlantique ;
- Les droits syndicaux à l'armée, le droit réel à l'objection :
- La suppression des corps répressifs : CRS - Gardes Mobiles ;

- Le refus de toute intervention militaire au Sahara et au Tchad ;
- Le droit à l'autodétermination pour les territoires et Départements d'Outre-Mer.

Ces revendications ne peuvent aboutir que dans l'Unité des Travailleurs, à la base, quelle que soit leur appartenance politique ; **le contrôle de ces luttes par les travailleurs eux-mêmes, la façon de les mener, préfigurant la société future.**

Lutter pour un changement des mentalités et des comportements :

Ainsi, construire l'Autogestion socialiste, suppose de **remettre en cause les rapports de domination exercés par les hommes à l'égard des femmes :**

— Agir dès à présent pour l'égalité réelle entre hommes et femmes dans la formation, l'emploi, le salaire et le partage des tâches ;

— Agir pour que le corps de la femme cesse d'être un objet de consommation, exposé, vendu, violé, ce qui suppose le droit réel à la contraception, à l'interruption de grossesse, et à la maternité choisie.

Sans lutte POUR LES DROITS DES FEMMES, il n'y aura pas de socialisme Autogestionnaire.

Mais cela exige aussi de :

Faire des choix fondamentaux qui porteront un coup irréversible au régime capitaliste

● **SOCIALISER LES MOYENS DE PRODUCTION,** c'est-à-dire **nationaliser** à l'initiative et sous le contrôle des travailleurs :

- Les secteurs clés de l'économie, sans oublier les Banques telles que le Crédit Agricole, la sidérurgie, le pétrole, l'automobile, les divers moyens de transports et de communication, le traitement et la distribution des eaux.
- Sans oublier celles où les travailleurs, après débat, le demanderaient (Lip).

Les actionnaires qui ont acquis leurs capitaux, grâce au travail de leurs salariés, ne doivent pas être indemnisés.

Il ne peut y avoir Nationalisation sans un contrôle ouvrier et populaire sur les grandes décisions, y compris dans les entreprises actuellement étatisées.

CES NATIONALISATIONS PERMETTRONT TOUT A LA FOIS :

- La Maîtrise et la lutte contre le sabotage économique : par exemple, les employés de banques pourront contrôler les mouvemnts de capitaux ;
- Le changement des rapports dans la production : remise en cause de la hiérarchie ; qui décide, qui contrôle ?
- La réorientation de l'Economie : décider ce que l'on veut produire, pourquoi ? Comment ?

● **PLANIFIER L'ÉCONOMIE EN PARTANT DES INTENTIONS ET DES BESOINS** des diverses catégories de travailleurs, exprimés dans les communes, quartiers, entreprises... pour assumer un nouveau type de développement fondé sur : l'utilité des biens et services produits, refus d'utiliser des techniques dangereuses.

● **BLOQUER** tout ce qui pourrait se retourner contre les travailleurs : La Constitution de 1958 - L'Armée - La Police - La Justice.

● **STOPPER LE PROGRAMME NUCLÉAIRE** civil et militaire, non seulement parce qu'il est source de danger, mais aussi, parce qu'il exige une surveillance telle qu'il engendre une société militaire et policière, centralisée, où le pouvoir appartient aux technocrates et aux flics de tout genre. Il y a là une contradiction évidente avec notre projet Autogestionnaire.

● **PROMOUVOIR UNE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT,**

écologique, économique et culturel.

Contrôle par les ouvriers, les paysans, les habitants des quartiers et des campagnes, de l'aménagement du territoire : industrie, terres agricoles, autoroutes, services publics (Ecoles, PTT, Santé, Eau, Energie).

● **ETABLIR DE NOUVELLES RELATIONS INTERNATIONALES,**

avec les peuples qui veulent se libérer du Capitalisme, et des dictatures ; soutenir concrètement leurs luttes et organiser la solidarité par exemple avec les Chiliens et les Argentins réfugiés en Vendée.

Pour la satisfaction immédiate et de manière durable de nos revendications,

Pour rompre définitivement avec la logique capitaliste,

UNE GARANTIE :

L'action unitaire des diverses catégories de travailleurs et une coordination de leurs luttes contre l'ensemble des exploiteurs et de leur Etat.

Dès maintenant, le CONTROLE OUVRIER ET POPULAIRE, POUR L'AUTOGESTION demain !

Vous qui, dans les entreprises, les quartiers, les villages, refusez le système capitaliste et qui manifestez votre volonté de **Vivre, Travailler et Produire autrement,**

Vous porterez vos voix, **au premier tour,** sur le Candidat du « Regroupement pour le Socialisme Autogestionnaire » en **votant pour**



Jean COIRIER

CANDIDAT

34 ans, Travailleur Social

« La Généraudière », La Roche-sur-Yon

Militant du PSU

Suppléant éventuel :

Gustave DELAIRE

40 ans, Technicien d'Organisme Agricole

« L'Emeraude », La Roche-sur-Yon

Militant de la CPAR



Au second tour, nous appelons dès maintenant au désistement pour le candidat de gauche le mieux placé, afin de faire échec à la **droite,** tout en continuant l'action pour nos revendications, pour le **Socialisme** et l'**Autogestion**

IMP. YONNAISE-LA ROCHE SUR YON